

Avery Goldstein, *Rising to the Challenge. China's Grand Strategy and International Security*, Stanford, Stanford University Press, Studies in Asian Security, 2005, 274 p.

Jean-Pierre Cabestan

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1803>  
ISSN : 1996-4609

**Éditeur**

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2007  
ISSN : 1021-9013

**Référence électronique**

Jean-Pierre Cabestan, « Avery Goldstein, *Rising to the Challenge. China's Grand Strategy and International Security*, Stanford, Stanford University Press, Studies in Asian Security, 2005, 274 p. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/1 | 2007, mis en ligne le 31 mars 2008, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1803>

---

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

Avery Goldstein, *Rising to the Challenge. China's Grand Strategy and International Security*, Stanford, Stanford University Press, *Studies in Asian Security*, 2005, 274 p.

Jean-Pierre Cabestan

---

- 1 L'argument central de ce livre est qu'à partir de 1996 la Chine a commencé de mettre en place une « stratégie internationale globale » (grand strategy) destinée à créer un environnement favorable à son développement économique et à réduire les risques de réactions négatives à sa montée en puissance économique, diplomatique et militaire. De fait, beaucoup d'évolutions exposées par Avery Goldstein – notamment le maintien d'une relation de travail très dense et au total relativement stable avec les États-Unis – attestent du bien-fondé de son analyse. Cependant, ce livre soulève aussi de nombreuses questions tant sur la date précise de cette nouvelle stratégie que sur l'ampleur et la nature des changements observés alors dans la politique étrangère et de sécurité de Pékin.
- 2 La démonstration de l'auteur est à bien des égards convaincante. En effet, 1996 constitue à la fois le paroxysme de la tension sino-américaine autour de Taiwan et plus largement des difficultés entre la Chine et l'Occident dans la période de l'après-Tiananmen, et le début d'une nouvelle approche par Pékin de ses relations avec l'extérieur. Réalisant que le monde allait rester dominé, au moins militairement, par une seule superpuissance – les États-Unis – pendant longtemps, et par conséquent évoluer vers la multipolarité plus lentement qu'elle ne l'espérait initialement, c'est-à-dire après l'effondrement de l'Union soviétique, la Chine décida dès lors à la fois de s'ouvrir plus nettement au multilatéralisme et d'établir avec les autres grands pays (Russie, France, États-Unis) ou groupes d'État (Union européenne, ASEAN) des relations de partenariat privilégié.
- 3 A l'évidence, l'accroissement des pressions militaires sur Taiwan, la multiplication des gesticulations et coups de force militaires de l'Armée populaire de libération (APL) en Mer

de Chine du Sud et l'accélération de la modernisation de la défense chinoise, le tout soutenu par une rhétorique à la fois antioccidentale, nationaliste et irrédentiste ne pouvaient que favoriser la montée du syndrome de la « menace chinoise » non seulement au Japon mais aussi aux États-Unis, en Asie du Sud Est et dans une certaine mesure en Europe. Comme le montre bien Goldstein, le resserrement des liens stratégiques entre Washington et ses principaux alliés dans la région Asie-Pacifique (Tokyo et Canberra en particulier) a été un des facteurs les plus directs du « réajustement » de la politique internationale de Pékin.

- 4 Pourquoi 1996 ? Pour l'auteur, l'année de la « crise des missiles » est aussi celle – induite – d'une réévaluation par le Parti communiste chinois de sa stratégie extérieure. Afin d'appuyer cette thèse, Goldstein nous présente un certain nombre d'initiatives diplomatiques chinoises prises en 1996. Parmi celles-ci, il cite l'établissement par la Chine, la Russie et trois républiques fraîchement indépendantes d'Asie centrale du « groupe de Shanghai », la première structure multilatérale régionale que Pékin non seulement rejoint mais aussi stimule, la transformant en Organisation de coopération de Shanghai en 2001. Il évoque aussi la mise en place par la Chine d'un partenariat stratégique avec la Russie en avril 1996, son intention rendue publique en août de la même année de signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et son ouverture à des discussions multilatérales avec l'ASEAN, notamment sur les îles disputées de la Mer de Chine méridionale. L'attitude de Pékin, jugée positive par la région, lors de la crise financière asiatique en 1997 est également mentionnée.
- 5 Pour autant, s'agit-il d'un véritable tournant ? Que la stratégie globale de la Chine ait évolué depuis Tiananmen, et a fortiori depuis 1979 et le début des réformes, tout le monde en convient. Et, s'appuyant sur de nombreux documents de première main, analyses de chercheurs chinois et entretiens conduits en Chine, au Japon et aux États-Unis entre 1998 et 2003, Goldstein met en lumière un ensemble de transformations progressives mais profondes de la politique de Pékin. Ces changements attestent à la fois de la capacité de réaction et d'adaptation du PC chinois et d'un processus lent mais apparemment irréversible d'intégration dans la communauté internationale, marqué par exemple par l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. La difficulté d'analyse provient du fait que l'acteur « Chine » n'en continue pas moins de poursuivre deux objectifs essentiels : 1) se moderniser sans pour autant remettre en question le système politique de parti unique en place aujourd'hui ; 2) restaurer sur la scène internationale son statut de grande puissance. Si ces deux priorités conduisent l'auteur à discuter la pertinence, et les limites, de la trajectoire bismarckienne de la Chine d'aujourd'hui, elles ne l'incitent pas à conclure que ce pays est une « puissance révisionniste » par opposition à un partisan du « statu quo », estimant ce débat par trop simplificateur.
- 6 De fait, il l'est. Néanmoins, comment une économie qui se développe à ce rythme et à ce point en interdépendance avec le monde extérieur peut-elle demeurer une puissance contribuant au statu quo (bien qu'elle y soit souvent officiellement favorable) ? On le voit chaque jour que ce soit en Asie, en Afrique, en Amérique latine ou dans les organisations internationales, la montée en puissance de la Chine contribue directement à modifier les règles du jeu et contraint les autres puissances à ajuster leur propre stratégie.
- 7 Par ailleurs, la « diplomatie de partenariats » annonce-t-elle une ouverture plus nette du gouvernement chinois à des régimes politiquement différents ? Ce n'est pas certain. Au contraire, ces partenariats ont été conclus par Pékin dans l'espoir avant tout de

neutraliser toute critique directe de son régime intérieur ou de canaliser celle-ci dans des dialogues « non confrontationnels » qui lui permettent d'imposer à la fois sa propre vision des relations internationales et sa propre stratégie. Il n'est donc pas surprenant que la Chine ait éprouvé des difficultés à établir un tel partenariat avec les États-Unis (une fois l'ère Clinton révolue, celui-ci, quoique encore « en construction », fut enterré).

- 8 Enfin, cette idée de partenariats a été avancée par le gouvernement chinois dans le but de tourner définitivement la page et l'isolement de l'après-Tiananmen. S'ils ont bien démarré en 1996, ils entrent dans le cadre d'une diplomatie de réintégration dans la communauté internationale qui, sur le plan multilatéral, commence avec la participation active de la Chine à la négociation de l'ONU à Paris sur l'avenir du Cambodge (1990). L'adhésion de Pékin au Traité de non-prolifération (1992) ou au contraire les tensions de l'année 1999 (stagnation de la négociation sino-américaine sur l'OMC, bombardement de l'Ambassade de Chine à Belgrade, manifestations anti-américaines, théorie des deux États de Lee Teng-hui) montrent que ce processus d'intégration constitue une évolution lente et heurtée.
- 9 S'il y avait un tournant à identifier, le débat de politique intérieure de l'hiver 1999-2000 nous paraît le plus pertinent. En effet, ce débat (évoqué par Goldstein p. 155) a conduit à une évolution à la fois de la politique internationale chinoise et du discours tenu par Pékin. L'échec de la politique taïwanaise de la Chine (l'élection de Chen Shui-bian) et l'arrivée au pouvoir d'un président américain mal disposé à son endroit ont confirmé cette évolution. Il faut attendre cette époque pour que le gouvernement chinois abandonne véritablement une posture défensive et d'opposition et lui préfère une politique de participation et de proposition. Sa dénonciation de l'hégémonisme disparaît de la charte du PC, ses critiques des alliances américaines en Asie ou de l'extension de l'OTAN se modèrent peu à peu, une stratégie privilégiant la préservation du statu quo dans le détroit de Taiwan se substitue à sa politique d'accélération du processus d'unification et, surtout, son style et son discours de politique étrangère se transforment privilégiant les solutions « gagnant-gagnant » et redoublant d'activisme dans les arènes internationales. C'est dans ce cadre qu'apparaît d'ailleurs en 2003-2004 le bref débat autour de « l'émergence pacifique de la Chine ».
- 10 Reste à savoir si ces changements sont de nature stratégique ou tactique. Goldstein suggère qu'ils possèdent une importante dimension stratégique, adaptant la Chine à l'environnement international de l'après-Guerre froide. Il y a eu une adaptation et l'on aurait tort de sous-estimer chez les dirigeants chinois cette capacité, ce talent. Toutefois, les grands choix ont été arrêtés en 1979. S'ils ont été réajustés après 1989, notamment en 1992 avec la relance des réformes, les deux objectifs évoqués plus haut sont restés inchangés.
- 11 Enfin, Goldstein évoque trop peu l'articulation interne-externe et les multiples contraintes économiques, démographiques et environnementales qui pèsent sur le gouvernement chinois, contraintes qui en outre ne peuvent qu'éloigner plus encore la Chine populaire du modèle bismarckien. Car les défis à la stratégie internationale de Pékin pourraient bien provenir non pas de l'étranger, et en particulier des États-Unis ou du Japon, mais de l'intérieur. En d'autres termes, si le PC chinois a démontré une capacité d'adaptation hors pair au monde de l'après-communisme, il n'est pas sûr qu'il saura maintenir, avec le même succès, son carcan sur la société qu'il administre et contrôle.
- 12 En dépit de ces réserves, quiconque s'intéresse à la politique étrangère chinoise devrait se nourrir de la riche substance de *Rising to the Challenge*.